

Mars 2025

Réviser, restreindre, réinitialiser

L'avenir de la programmation agricole

Un rapport *Recherche* préparé par
Elisabeta Lika et Tyler McCann



rapport
Recherche



Institut canadien des politiques agroalimentaires
960, avenue Carling, Ferme expérimentale centrale, immeuble 60
Ottawa (Ontario) K1A 0C6
capi-icpa.ca/fr/

L'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) a pour mission de diriger l'élaboration de politiques, de collaborer avec les partenaires et de faire progresser les solutions stratégiques en matière d'agroalimentaire.



Ce rapport a été financé en partie par Agriculture et Agroalimentaire Canada dans le cadre du programme Agri-compétitivité du Partenariat canadien pour une agriculture durable.

Les résultats, interprétations et conclusions du présent rapport n'engagent que leurs auteurs.

Pour assurer la validité et la qualité de son travail, l'ICPA exige que tous les rapports *Recherche* soient soumis à un processus d'examen par les pairs. L'ICPA remercie les pairs évaluateurs de leurs commentaires portant sur une version antérieure de ce rapport.

Note de l'ICPA

Les dépenses publiques consacrées à l'agriculture ne se limitent pas à des chiffres, elles ont un impact. Les montants que nous dépensons, l'endroit où nous les dépensons et la manière dont nous les dépensons sont autant d'éléments qui façonnent l'agriculture canadienne. Souvent, le débat public appelle à une augmentation des dépenses sans vraiment examiner l'efficacité des programmes actuels ni se demander si certaines dépenses existantes ne devraient pas être remaniées, réduites, voire supprimées.

Tous les 15 ans environ, on assiste à un grand mouvement de refonte de l'administration, généralement motivé par les pressions économiques ou la volonté politique de réduire les dépenses. Le dernier grand effort remonte à 2012. Aujourd'hui, quel que soit le paysage politique, il est temps de procéder à un approfondi examen du portefeuille de l'agriculture canadienne

Les enjeux sont considérables. L'agriculture canadienne est confrontée à des défis sans précédent, qu'il s'agisse des menaces tarifaires, du changement climatique ou d'autres facteurs. Dans le même temps, le gouvernement est confronté à de graves pressions budgétaires à un moment où il est appelé à dépenser davantage. Il est nécessaire d'examiner de plus près l'efficacité et les résultats des dépenses publiques. Cependant, des coupes budgétaires aveugles sans tenir compte des conséquences pour les exploitations agricoles et la sécurité alimentaire sont tout aussi problématiques.

En ces temps incertains, marqués par de nouveaux droits de douane et des défis mondiaux, il est plus important que jamais de revoir la manière dont le Canada soutient son secteur agricole. Il ne s'agit pas d'une question de coûts, mais de faire en sorte que le système fonctionne mieux pour tout le monde. Cette révision devrait être une priorité absolue, et non une chose à remettre à plus tard.

Ce rapport offre une nouvelle perspective sur la politique et les dépenses agricoles. Il vise à jeter un regard sérieux sur les événements passés, les scénarios futurs potentiels et leurs implications pour les agriculteurs canadiens et le système alimentaire. L'analyse s'attache à tirer les leçons du passé et à recommander une voie à suivre pour revoir, restreindre et réinitialiser les dépenses d'AAC.

Points saillants

1. **Nécessité d'un examen complet des dépenses** : La situation budgétaire au Canada exige une révision ambitieuse et complète des dépenses afin de tenir compte des contraintes budgétaires, de la nécessité de nouveaux investissements et de l'équité générationnelle à long terme.
2. **Se concentrer sur l'efficacité, pas sur les réductions** : Le réexamen devrait être guidé par une série de tests rigoureux évaluant la nécessité et l'efficacité de l'intervention du gouvernement, plutôt que par des objectifs arbitraires de réduction des dépenses.
3. **Il est essentiel d'agir rapidement** : Le prochain gouvernement devrait définir les priorités, procéder à l'examen et publier les résultats dans un délai de 180 jours, suivi de mises à jour régulières sur la mise en œuvre.
4. **Toutes les dépenses sous surveillance** : Aucun domaine ne devrait être exclu, y compris les accords fédéraux-provinciaux et les programmes politiquement sensibles, afin de garantir une évaluation réellement complète.
5. **Réinitialiser et réinvestir** : S'il est nécessaire de réduire les dépenses, il est également possible de réinitialiser les programmes fédéraux et de réinvestir dans les domaines émergents et prioritaires.

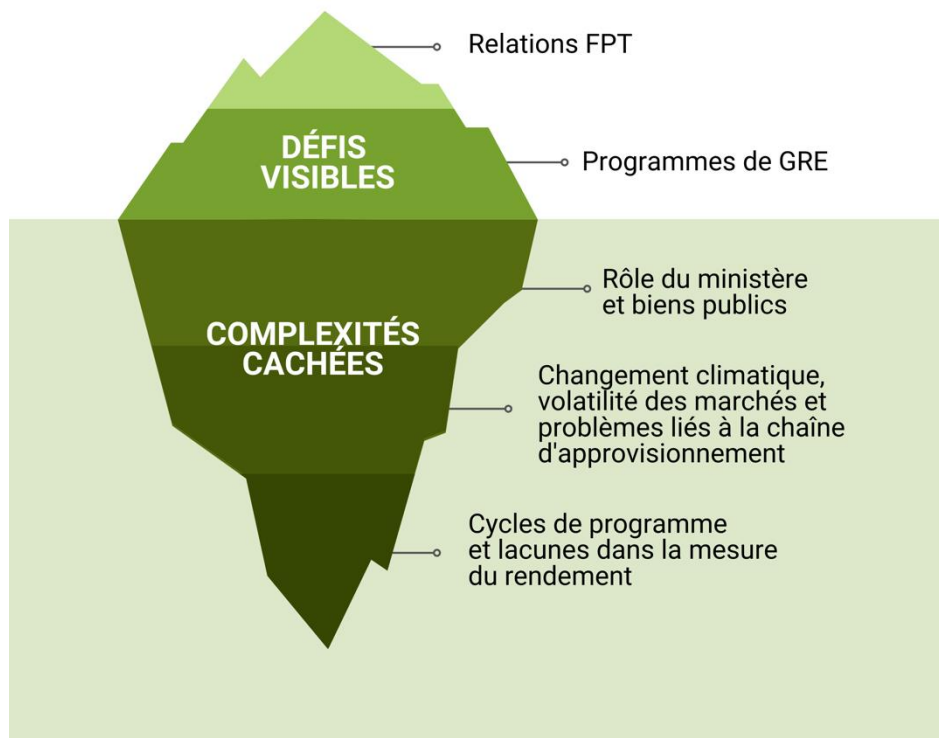
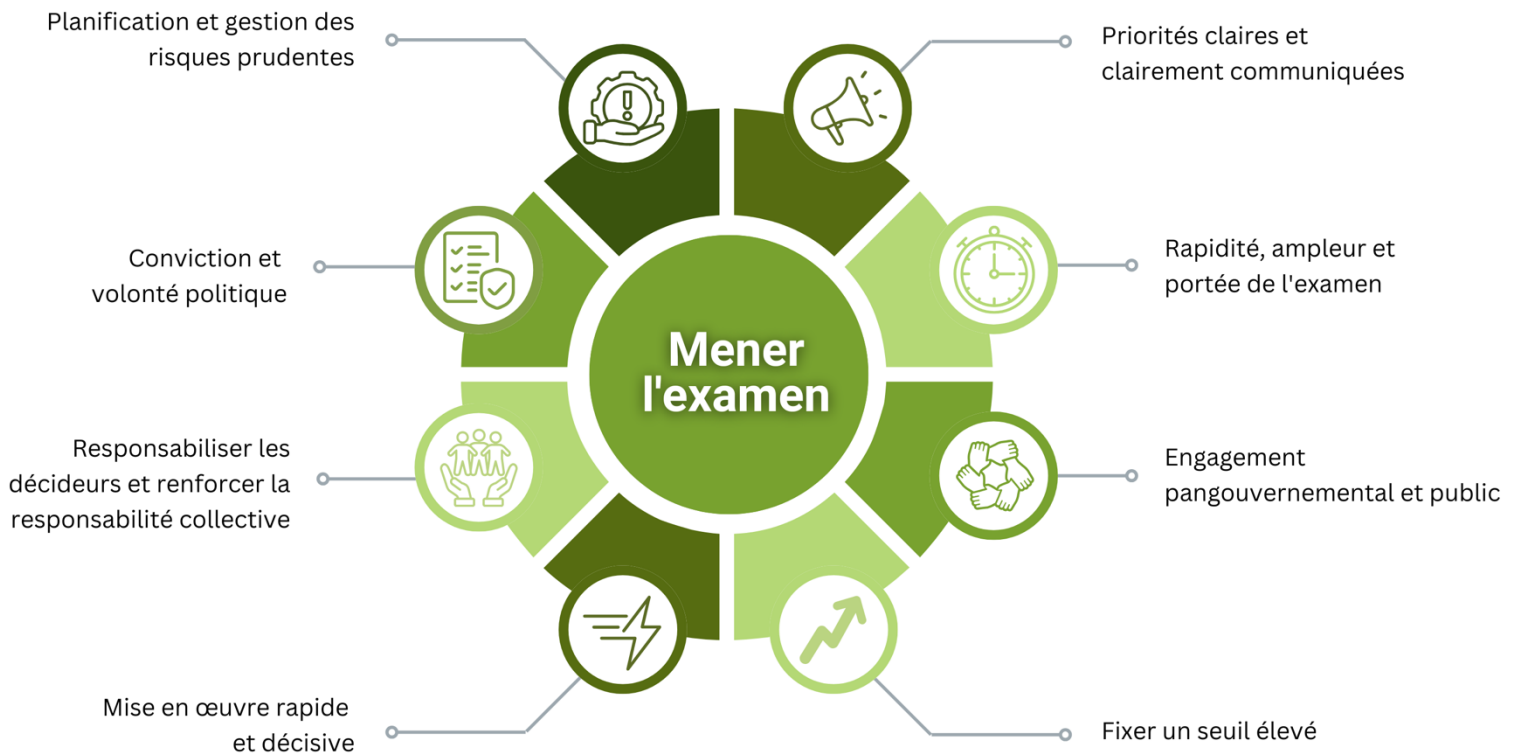
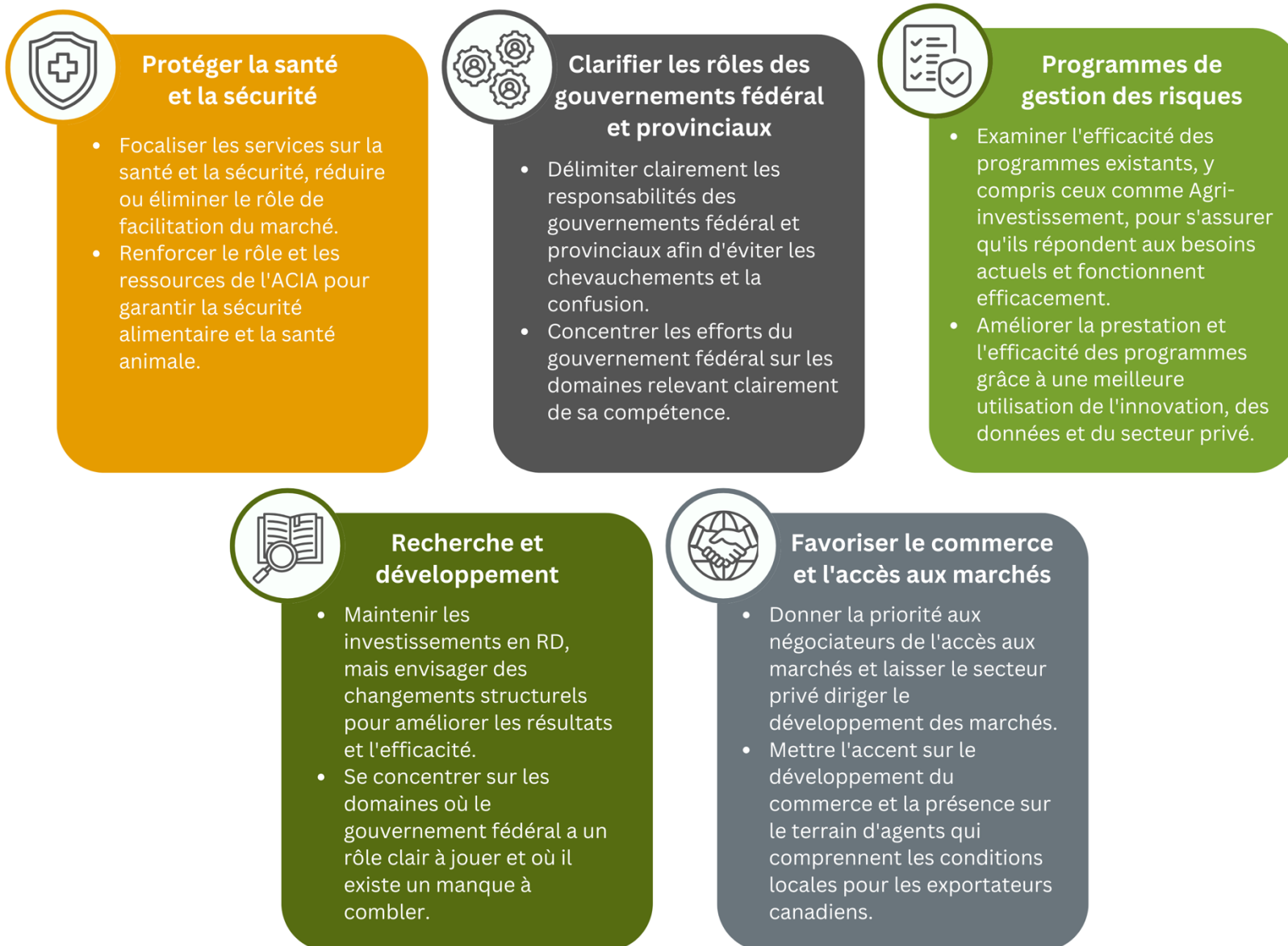
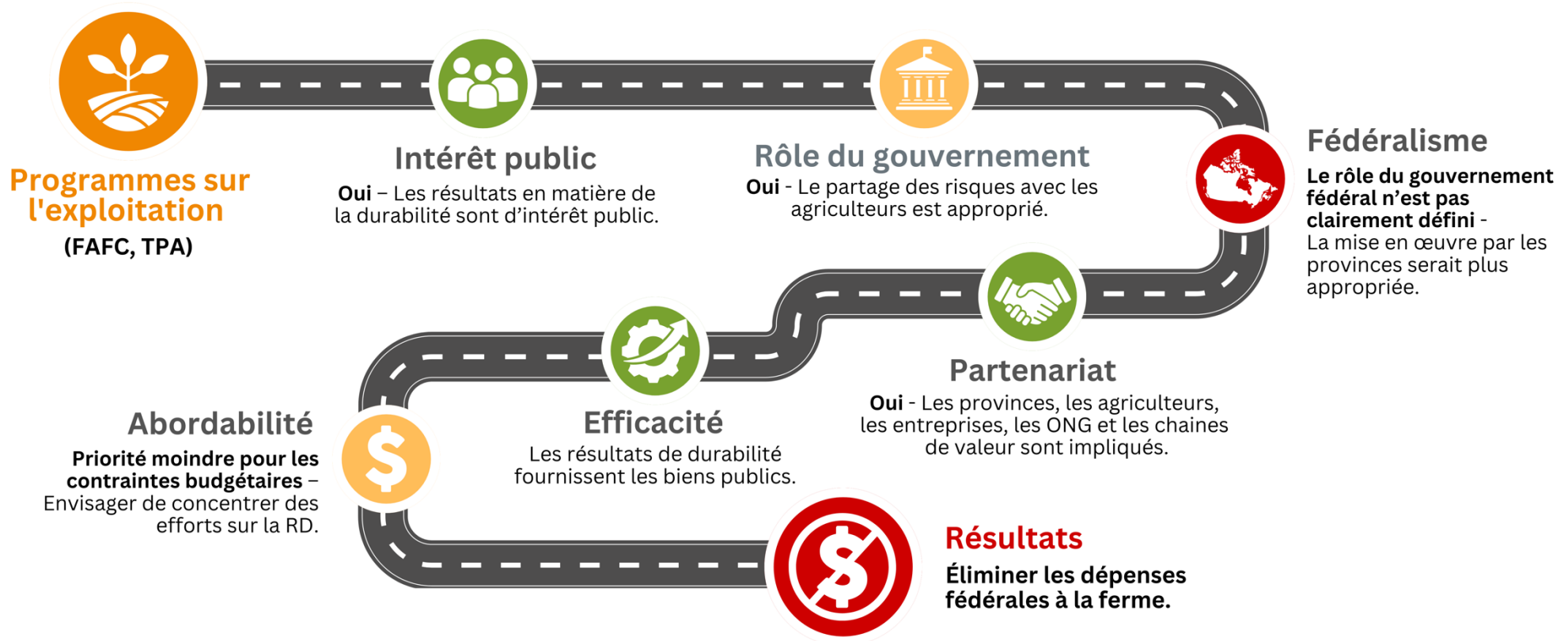


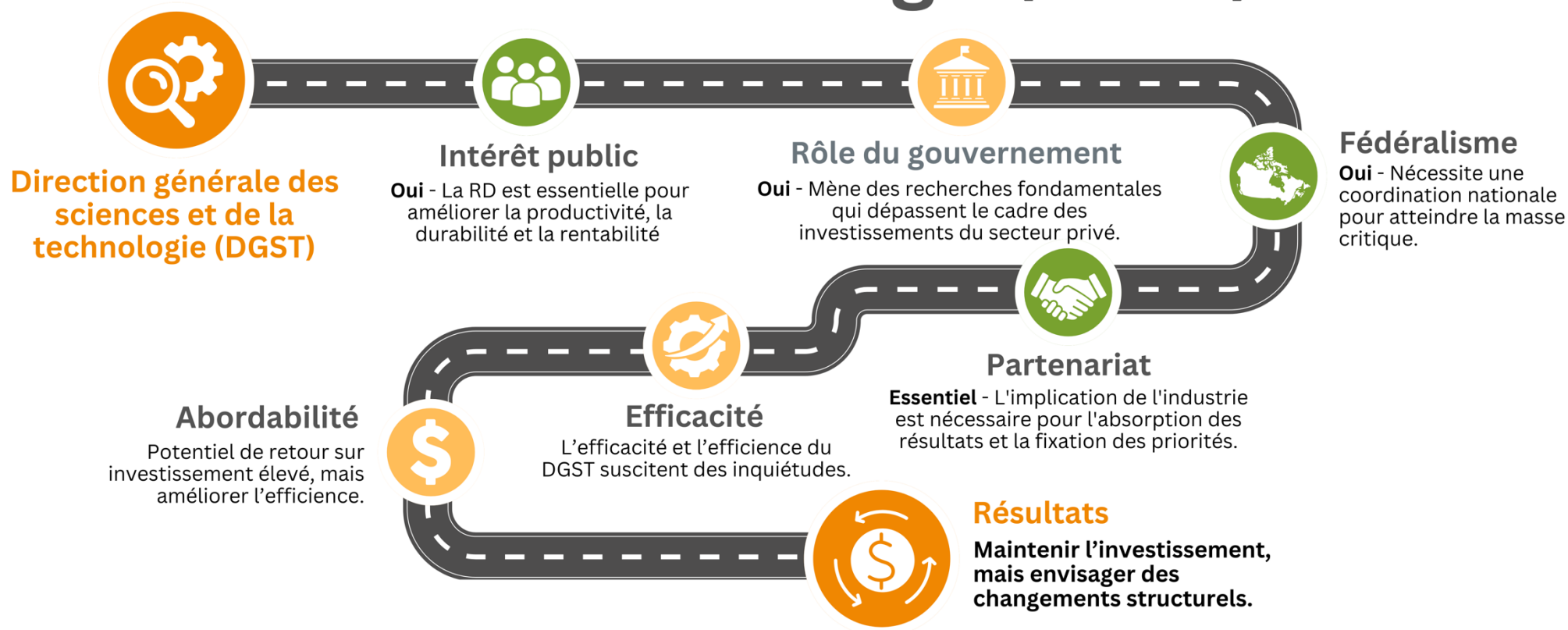
Figure 1: Domaines ou fonctions clés sur lesquels le portefeuille agricole pourrait mettre l'accent ou se concentrer



Programmes à la ferme



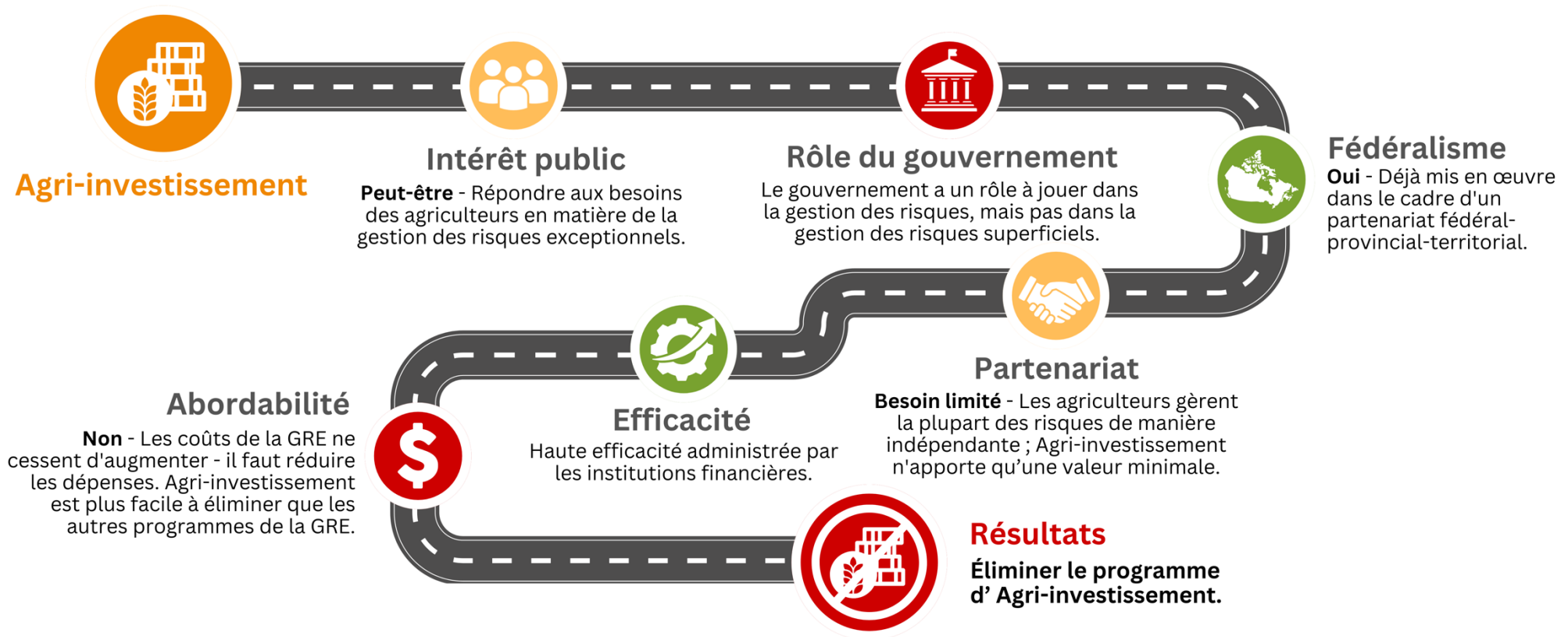
Direction générale des sciences et de la technologie (DGST)



Les négociations commerciales et l'accès aux marchés



Agri-investissement



1. Conclusion

Le Canada se trouve à un moment critique. Les défis budgétaires ne sont pas des revers mineurs, mais des questions fondamentales qui exigent une réévaluation complète des rôles et des priorités des gouvernements en matière de dépenses. Le secteur agricole, comme beaucoup d'autres, se trouve au cœur de cette situation budgétaire potentielle.

Le processus de révision décrit dans le présent rapport n'est pas facile. Il exige du courage politique, une communication claire et la volonté de remettre en question le statu quo. Cependant, il est nécessaire. L'approche actuelle, faite de changements progressifs et de solutions disjointes, n'est plus suffisante pour relever les défis complexes auxquels l'agriculture canadienne est confrontée.

Ce processus de révision ne doit pas être perçu comme une menace, mais comme une occasion de rationaliser les opérations, d'innover dans la prestation de services et de recentrer les efforts sur les domaines dans lesquels le gouvernement peut avoir l'impact le plus important. Pour le secteur agricole, cela signifie un examen critique de chaque programme et initiative. Répond-il à un véritable besoin public ? Est-ce le moyen le plus efficace d'atteindre les objectifs ? Les mêmes résultats peuvent-ils être obtenus de manière plus efficace ? Ce ne sont pas des questions faciles, mais elles sont essentielles.

Trop souvent, ces examens sont menés à l'intérieur du gouvernement, avec peu d'engagement extérieur. C'est en partie ainsi qu'ils doivent fonctionner. Trop souvent, les réductions se heurtent à des résistances. Les programmes de longue date ont créé des intérêts bien ancrés et le changement est souvent accueilli avec scepticisme.

Toutefois, l'environnement politique ne peut pas toujours consister à demander au gouvernement d'en faire plus. Il faut parfois en faire moins. Le présent rapport devrait encourager une plus grande réflexion sur le potentiel et les possibilités d'un réexamen et, bien que les acteurs politiques puissent choisir de ne pas plaider en faveur de réductions, ils devraient être conscients du potentiel réel qu'elles représentent et envisager leurs propres recommandations quant à ce qu'un réexamen devrait prendre en considération.

En fin de compte, l'objectif ne devrait pas être simplement de réduire les coûts, mais de créer un système de soutien à l'agriculture canadienne plus réactif, plus efficace et plus effectif. Cela peut impliquer des décisions difficiles à court terme, mais cela peut contribuer à la santé à long terme du secteur et aux finances du pays. Plus nous serons nombreux à nous préparer et à nous engager dans ce processus, meilleurs seront les résultats.